

EUX

Syndicaliste et pronucléaire

Dans la famille Cardoso, on est électricien depuis trois générations. Le père et le grand-père de Jean-Luc Cardoso, 44 ans, travaillaient déjà pour EDF. Le délégué syndical CGT de la centrale de Fessenheim connaît bien son entreprise. Au gouvernement qui veut fermer « sa » centrale en 2016 et à tous les antinucléaires, ce technicien d'exploitation oppose un discours bien rodé. À ses yeux, la centrale est sûre. L'Autorité de sûreté nucléaire a simplement demandé des travaux complémentaires et la faille sismique à l'origine du débat sur sa fermeture n'est pas plus importante que celles



JEAN-LUC CARDOSO
Délégué syndical CGT à Fessenheim.

du sillon rhodanien. D'un point de vue social, son démantèlement ne pourra compenser que 10 % des 5 000 emplois perdus. Économiquement, les installations sont amorties et rapportent beaucoup d'argent à EDF et à l'État. Enfin, les

défenseurs de l'environnement ne peuvent nier que son remplacement par des éoliennes couplées à des centrales au gaz contribuera à augmenter le réchauffement climatique. « On a laissé des gens dire n'importe quoi sur le nucléaire depuis trop longtemps. Il est temps de faire connaître la vérité face aux discours dogmatiques », assure-t-il. Pour l'heure, il a obtenu l'autorisation de sa direction d'organiser des visites sur le site. Objectif : battre en brèche l'idée que la centrale de Fessenheim serait vieille et fissurée. L'Élysée a indiqué que des experts reconnus seront sollicités. Ses arguments sont prêts. Et il les attend de pied ferme. ■ E.B.

Une experte en restructurations chez Virgin

Il n'a guère fallu de temps à cette habituée des situations difficiles pour se plonger dans le bain. Nelly Judeau a beau avoir troqué les panneaux publicitaires de CBS Outdoor pour les rayonnages de Virgin, les poudrières sociales, elle connaît. Et ça ne lui fait pas peur. Concurrencé par l'e-commerce et l'écoute en streaming, Virgin Stores se cherche un nouveau modèle. Avec 31 magasins en France, son chiffre d'affaires - 313,3 millions d'euros en 2011,

contre 336 millions d'euros en 2009 - s'effrite inexorablement, à l'instar de la Fnac. Pour résister, Christine Mondolot, P-DG depuis mai, a décidé de déménager la célèbre vitrine des Champs-Élysées et de fermer une dizaine de magasins. Une cure d'amaigrissement que va devoir gérer la nouvelle DRH, nommée, à la surprise générale, à la fin de l'été. À 56 ans, Nelly Judeau n'a pas la réputation de s'en laisser compter. Cette titulaire d'un

DESS en droit du travail et gestion du personnel a essuyé la tempête chez CBS Outdoor après celle de la Caisse d'épargne d'Ile-de-France. En 2009, face à la baisse des recettes du publicitaire, une centaine de salariés sont licenciés (sur 727) et 115 subissent une mobilité. La pilule est dure à faire avaler. Après deux jours de grève, la direction lâche un peu de lest. « Le PSE a été beaucoup critiqué car il n'y avait pas de raison économique. Mais elle a su éteindre l'incendie et



NELLY JUDEAU
DRH de Virgin Stores France.

calmer le jeu en distribuant de larges indemnités, se souvient un syndicaliste. C'est une spécialiste des restructurations. » Chez Virgin, elle est servie. ■ E.S.

Nouveau duo social au Medef

ANTOINE FOUCHER

Directeur des relations sociales, de l'éducation et de la formation.

HOURIA SANDAL-AOUMEUR

Directrice déléguée des relations sociales.

Pas de round d'observation pour Antoine Foucher et Houria Sandal-Aoumeur. À peine installés avenue Bosquet, les deux nouveaux dirigeants du Medef chargés des relations sociales doivent se jeter dans le grand bain des négociations interpro et sur les contrats de génération. Des sujets majeurs sur lesquels le duo interviendra, dans l'ombre, en appui technique des négociateurs maison, Patrick Bernasconi et Benoît Roger-Vasselin.

Un pari que de confier la tête de cette direction à un jeune de 32 ans qui a fait ses gammes au Sénat en qualité d'administrateur spécialisé sur les questions de formation avant de devenir, début 2011, conseiller technique de Xavier Bertrand sur le champ du marché du travail. « Il est créatif et souvent pertinent. C'est une très bonne recrue pour le Medef s'il bosse avec des gens qui ont de la bouteille », juge un ancien de la Rue de Grenelle. L'intéressé aura à ses côtés une directrice déléguée aguerrie, au parcours louvoyant. Juriste en droit social, Houria Sandal-Aoumeur a en effet œuvré dix ans à la très peu patronale Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés. Avant de rejoindre l'UPA, en 2002, où elle a défendu bec et ongles l'accord de financement du dialogue social dans l'artisanat, violemment attaqué par le... Medef! ■ E.B.

Des "indignés" au prétoire

A

vec leur air de ne pas y toucher, ces deux-là ont défrayé la chronique judiciaire. Florent Hennequin a fait trembler Pôle emploi, le 11 septembre. Quant à Stéphane Ducrocq, il a gagné par KO face à la Caisse d'épargne, une semaine plus tôt. Les deux avocats aiment s'engouffrer dans les méandres du Code du travail pour faire respecter les droits des salariés. « Il faut bien être dans un camp, et je suis plus à ma place de ce côté-ci. Ça n'est pas une

croisade antipatrons, prévient Stéphane Ducrocq, 40 ans. Seulement, le droit as sur l'équilibre entre les parties et quand on fait sauter certains verrous, la justice sert à le rétablir. » Le dernier combat de ce Ch'ti? Avoir mis fin aux pratiques de benchmark de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes Sud (Cera) qui aboutissaient à une mise en concurrence perpétuelle des salariés et des agences, le seul objectif étant de « faire mieux que les autres ». Nul ne savait à la fin de la journée s'il avait rempli sa mission, puisque la qualité de



STÉPHANE DUCROCQ
40 ans.
Avocat à Roubaix.



FLORENT HENNEQUIN
33 ans.
Avocat à Paris.

son travail dépendait des résultats des autres. Stressant, ont pointé une dizaine de rapports d'alerte des médecins et de l'Inspection du travail. Mais efficace. Agence la plus rentable de France, la Cera pèse un tiers du chiffre d'affaires du groupe! Reste que 11 tentatives de suicide ont été recensées l'an passé au sein de la banque, selon l'avocat. Pour le TGI de Lyon, un tel système « compromet gravement la santé des salariés » et constitue « un manquement de l'employeur à son obligation de sécurité de résultat ». Ça n'est pas la première fois que Stéphane Ducrocq s'en prend à la Caisse d'épargne. Son bureau de Roubaix est tapissé de dossiers - près de 2 000 - de salariés s'estimant injustement privés de leur treizième mois. Près de 6 000 recours auraient été déposés devant les prud'hommes. Sa prochaine bataille? Faire reconnaître Mulliez comme un groupe. Pour cela, il a assigné en justice les 35 sociétés holdings du géant de la grande distribution. Des procès-fleuves comme les aime ce juriste qui gère 1 500 plaintes d'employés d'Auchan à propos de temps de pause intégrés au temps de travail effectif. Un casse-tête juridique que ne renierait pas Florent Hennequin. Son dada, c'est le régime des intermittents, les contrats de grille et d'usage... Bref, « les

abus de précarité ». « C'est là où je cherche à créer de la jurisprudence », reconnaît ce fan du professeur de droit Alain Supiot et de l'avocat Tiennot Grumbach. Sans le vouloir, cet ancien régisseur, qui rêvait d'entrer à la Femis, a attiré les caméras sur lui après sa victoire contre Pôle emploi. Son coup d'éclat? Traîner l'institution devant le tribunal administratif de Paris en référé, en raison de la situation d'urgence de son client. Un ancien gestionnaire de clientèle de Veolia âgé de 54 ans, qui n'a été reçu que trois fois dans son agence d'Issy-les-Moulineaux depuis son inscription en février 2009, et auquel aucune offre n'a été transmise. En fin de droits, menacé par les huissiers, il dépose un recours avec le soutien de la CGT Chômeurs. Les juges ordonnent à Pôle emploi de le recevoir sous huitaine et de mettre à jour son projet personnalisé d'accès à l'emploi. « Ces manquements portent atteinte à une liberté fondamentale, celle du droit d'accès à l'emploi. On ne reproche pas à l'organisme de ne pas lui avoir trouvé du travail, mais de l'avoir laissé livré à lui-même », résume ce Blésois. Potentiellement, 3 millions de personnes sont concernées... « On n'est pas foutus, dans notre métier, tant qu'on a gardé sa capacité à s'indigner », résume-t-il. ■ Emmanuelle Souffi